

# LA SITUATION DES BANQUES JAPONAISES

par Jacques de Larosière

Conférence IFRI du 29 novembre 2001

## I. Les incidences des données macroéconomiques sur la situation des banques japonaises :

### 1) les données macroéconomiques :

L'économie japonaise, en forte croissance jusqu'en 1990/91, (de 1985 à 1991, la croissance moyenne annuelle du PIB japonais a été de 6,20 %) a décéléré depuis dix ans (taux moyen de croissance 0,9 %). L'année 2001 sera marquée par une croissance négative (- 0,7 %) et l'on estime que 2002 connaîtra un résultat du même type.

La croissance très élevée des années 80 s'est accompagnée d'une politique monétaire accommodante et d'une forte inflation des actifs boursiers (le Nikkei est passé de l'indice 10 000 en 1985 à près de 40 000 en 1991) et immobiliers (l'indice est passé de 73 à 110 au cours de la même période).

La bulle éclata au cours de l'été 1990 après un resserrement, devenu inévitable, de la politique monétaire.

### 2) les incidences du dégonflement de la bulle financière sur les banques japonaises :

Après 1990, la décélération de la croissance et la baisse des cours de bourse ainsi que des prix de l'immobilier affectèrent les banques japonaises de quatre façons :

- la baisse de 50 % des prix de l'immobilier détériora la qualité des prêts bancaires aux promoteurs ;
- la valeur des collatéraux constitués par les emprunteurs s'effondra;
- la baisse des actifs boursiers détenus par les banques éroda leur base en capital ;
- enfin, le ralentissement de l'économie japonaise combiné à l'absence d'inflation réduisit l'aptitude de nombre de débiteurs à assurer le service de leur dette. Il s'ensuivit un gonflement des "non performing loans" dans les bilans des banques.

L'abaissement des notations des banques japonaises, qui avait commencé en 1989, se poursuivit, entraînant par là-même un accroissement du coût de refinancement des banques. Ceci amena les grandes entreprises japonaises (dérégulation aidant) à s'adresser davantage au marché obligataire (le pourcentage des fonds obligataires levés par les entreprises japonaises dans le total de leurs ressources externes passa de 3,6 à 24,5 % de 1984 à 1991). Il en résulte que les banques se concentrèrent davantage sur les PME plus risquées.

## II. La situation actuelle du secteur bancaire japonais <sup>1</sup>:

### 1. la situation :

Dans un contexte de ralentissement économique, le traitement des « non performing loans » des banques japonaises se pose dans les termes suivants.

Depuis 1992, les banques japonaises ont constaté des pertes à hauteur de 680 milliards<sup>2</sup> de dollars (80 % de ce montant ne figurent plus au bilan des banques).

Mais, dans un environnement de déflation des valeurs boursières et immobilières, de nouveaux « bad loans » sont apparus. Au total, d'après les autorités japonaises, la valeur des « non performing loans » figurant encore au bilan des banques japonaise s'établissait en juin 2001 à 320 milliards de dollars (soit 7 % du PIB).

Certains analystes considèrent, cependant, que ce chiffre ne reflète pas la situation dans toute sa gravité. Ils situent le chiffre réel à 480 milliards de dollars (plus de 10 % du PIB) (voire à des montants sensiblement supérieurs — de l'ordre de 1000 milliards de dollars — si l'on ajoute aux « non performing loans » la « troubled debt » (c.à.d. les prêts non servis depuis six mois).

Un analyste de Merrill Lynch évalue les pertes non provisionnées à 400 Mrds de dollars soit à peine moins que le capital des banques concernées.

Quoiqu'il en soit, le gouvernement japonais a invité au printemps dernier les 15 plus grandes banques à provisionner les créances en deux ans pour les « anciennes bad debts » et en trois ans pour les « nouvelles ». En août 2001, ce plan fut adapté donnant à ces banques 7 ans pour effectuer les provisions nécessaires (soit, en ce qui les concerne, 170 Mrds de dollars).

### 2. la nouvelle disposition réglementaire sur les participations :

A compter du 4<sup>ème</sup> trimestre de 2001, les banques doivent « mark to market » les participations qu'elles détiennent chez leurs clients (« cross holdings »). En ce qui concerne les entreprises dont le capital a perdu l'essentiel de sa valeur, ce « mark down » entraîne de nouvelles pertes pour les banques.

Cette nouvelle comptabilisation va sans doute amener les banques à réviser leur politique de « nouveaux prêts » aux dites entreprises.

L'ensemble de ces éléments est donc de nature à entraîner de nouvelles faillites et restructurations parmi les entreprises en difficultés.

## Conclusion :

Les banques japonaises sont ainsi placées au cœur d'une problématique extrêmement difficile : avec la récession économique et la déflation des prix, nombre d'entreprises japonaises, en général très largement endettées, sont devenues des débiteurs défaillants alors que la base en actifs industriels et commerciaux des institutions financières ne cesse de se détériorer. Dans un tel contexte, l'assainissement des bilans des banques est une nécessité<sup>3</sup> mais aussi un facteur qui contribue à la liquidation et à la faillite de nombreuses entreprises japonaises.

Quelles leçons peut-on tirer de ce qui s'est passé dans la genèse de la crise bancaire au Japon ?

---

<sup>1</sup> Many ideas have been drawn from Akihiro Kanaya and David Woo in "The Japanese Banking Crisis of the 1990s : Sources and Lessons", (Princeton University), June 2001.

<sup>2</sup> On retiendra ici, pour des raisons de simplicité, les taux du dollar = 100 yens. Les chiffres donnés par les institutions japonaises sont exprimés en trillions de Yens (ex. 68 trillions de yens).

<sup>3</sup> L'ancien Vice-Ministre des Affaires Internationales au Ministère des Finances, M. Gyohten, a déclaré : "The best message we could send to the outside world is that we are getting on top of the non-performing loans problem".

- pendant trop longtemps, les banques japonaises ont protégé leurs débiteurs défaillants auxquels elles sont liées par la relation du "main bank" system. Les "main banks", de plus en plus fragilisées, hésitent à provoquer la faillite de leurs clients (notamment dans les secteurs sinistrés de la construction, du real estate et de la distribution) et à déstabiliser ainsi l'ensemble du système financier ;
- la dérégulation financière entreprise au cours des années de forte croissance a contribué à l'inflation des actifs. Dans une telle situation, les banques auraient dû être encore plus prudentes face aux demandes de leurs emprunteurs. Mais l'euphorie générale les a amenées à prendre des risques excessifs ;
- la dérégulation financière a probablement conduit à une compétition déraisonnable et à une concentration de risques dans certains sous-secteurs du système financier (banques, assurances). Le caractère hétérogène et discontinu de la dérégulation a été coûteux (ainsi, l'interdiction aux banques jusqu'en 1994 d'organiser des émissions sur le marché financier a contribué à leur affaiblissement) ;
- non seulement, les banques japonaises voient leurs bilans alourdis par un nombre croissant d'emprunteurs insolvables (exemple : la faillite, en septembre dernier, de Mycal, 4<sup>ème</sup> groupe de vente au détail au Japon dont le risque était considéré comme "normal" par la quasi-totalité des banques il y a encore quelques mois), mais, peut-être plus gravement, elles continuent de financer l'économie japonaise selon les "business models" périmés des années 60. Il en résulte une rentabilité extrêmement faible des banques japonaises (leurs marges sont quasi-nulles depuis 1992 si l'on tient compte du coût du crédit), ce qui ne les incite guère à provisionner comme il le faudrait leurs crédits aux entreprises défaillantes ;
- lorsque le gouvernement a décidé en 1997/1998 d'injecter des fonds publics dans le secteur bancaire, les pouvoirs publics ont fait pression sur les banques pour qu'elles accordent davantage de prêts aux PME, contribuant ainsi à des prises de risques dangereuses. Il ne fait pas de doute que le gouvernement a utilisé le secteur bancaire, qu'il contribuait à renflouer, pour maintenir artificiellement à flot des entreprises non viables (au détriment de nouvelles entreprises plus saines).

Ainsi, la combinaison de la dérégulation et de l'ouverture financières avec une économie en partie protégée et dont des secteurs entiers échappent encore aux restructurations nécessaires, affecte à la fois la santé du secteur bancaire et la performance des entreprises. Il faudra beaucoup de courage politique ou une forte aggravation de la crise pour sortir des contradictions imposées par le mode de "gouvernance" qui continue de prédominer au Japon.